



COMMUNE de PAULHAN

ARRETE DU MAIRE

N° : 2024/PM126

Portant sur l'occupation du domaine public pour l'installation d'un camion de livraison Rue Alfred Pons à PAULHAN.

Le maire,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2211-1 ; L2213-1, 2, et 3, L2122-21 et L. 3111-1 ;

Vu le code de la route ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L. 115-1, L. 141-10, L. 141-11 et L. 141-12 ;

Vu la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation (livre 1, troisième partie : intersections) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

Vu l'arrêté 2017/F83 portant notamment sur restriction de circulation sur la Rue Alfred Pons ;

Vu la demande de Monsieur VALLEZ Marcel demeurant 8 rue Alfred PONS à Paulhan 34230, d'occuper le domaine public pour le stationnement d'un camion visant à livraison d'un monte-charge pour le compte de la société Bos Dynamics Schabernauseweg 11, 6718 XE Ede, Pays-Bas ;

Considérant qu'il appartient au Maire de prendre toutes les mesures pour assurer la sécurité des usagers sur la voie publique, il convient de réglementer la circulation et le stationnement pour cette livraison.

ARRETE :

ARTICLE 1 : Autorisation

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public pour le stationnement d'un camion de livraison opérant pour le compte de la société Bos Dynamics en devanture du 08 bis rue Alfred Pons à PAULHAN

La livraison est prévue le Mercredi 04 Septembre 2024 de 07h00 à 12h00.

ARTICLE 2 : Prescriptions techniques particulières

STATIONNEMENT

Le stationnement sera interdit dans le périmètre réservé à cette livraison.

Cette interdiction sera matérialisée conformément à la réglementation en vigueur.

CIRCULATION

L'accès aux véhicules de plus de 3,5T sera exceptionnellement autorisé rue Alfred Pons en date et heures de la livraison.

La livraison nécessitant l'emploi de dispositifs de manutentions type transpalette, le livreur devra s'assurer de la signalisation préalable ainsi que de réguler le flux circulatorio. La circulation piétonne devra être dirigée en amont et en aval du périmètre alloué en direction de la voie verte jouxtant le rue Alfred Pons.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois, à compter de sa présente publication.

DISPOSITIONS SPÉCIALES

La structure ainsi que la propreté de la voirie devront être préservées et restituées en l'état d'origine.

ARTICLE 3 : Sécurité et signalisation de chantier

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément aux dispositions suivantes :

Le pétitionnaire aura la charge de la signalisation de son espace de livraison conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière figurant sous le titre « Huitième partie : signalisation temporaire » (arrêté du 6 novembre 1992).

Il sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, de même pour toute autre raison liée à cette livraison.

Des précautions seront mises en œuvre pour protéger les piétons et les véhicules lors de la manutention.

ARTICLE 4 : Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 : Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

ARTICLE 6 : Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du périmètre de livraison.

ARTICLE 7 : Diffusion

La Brigade de Gendarmerie de CLERMONT L'HERAULT, la Police Municipale, Monsieur VALLEZ Marcel, La Société Bos Dynamics, sont chargées chacun en ce qui les concerne de l'application du présent arrêté.



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Clermont l'Hérault ou être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois, à compter de sa présente publication.